



ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 38

Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal

Présentation

**Présenté par
M. Clément Richard
Ministre des Affaires culturelles**

**Éditeur officiel du Québec
1985**

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a principalement pour objet de modifier la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal quant à la composition et aux pouvoirs du conseil d'administration du musée.

Projet de loi 38

Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal (L.R.Q., chapitre M-42) est modifiée par le remplacement de l'article 5 par le suivant:

«**5.** La corporation est administrée par un conseil d'administration de vingt-et-un administrateurs.

Neuf de ces administrateurs sont nommés par le gouvernement et les douze autres sont élus par l'assemblée générale des membres de la corporation, parmi ces derniers. ».

2. L'article 6 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**6.** Chaque administrateur est nommé ou élu pour trois ans. ».

3. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 6, des suivants:

«**6.1** Un administrateur demeure en fonction, malgré l'expiration de son mandat, jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou jusqu'à ce qu'il soit nommé ou élu de nouveau.

Toute vacance est comblée, pour le reste du mandat de la personne à remplacer, par le gouvernement, s'il s'agit d'un administrateur qu'il a nommé, par le conseil d'administration, s'il s'agit d'un autre administrateur.

«**6.2** Peut être nommée ou élue administrateur toute personne physique sauf:

1° une personne de moins de 18 ans;

2° un interdit;

3° un faible d'esprit, déclaré incapable par un tribunal d'une autre province ou d'un autre pays;

4° un failli non libéré;

5° un employé de la corporation. ».

4. L'article 7 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **7.** Chaque année, à sa première séance, le conseil d'administration procède à l'élection, parmi ses administrateurs, d'un comité exécutif de dix membres.

Quatre des membres du comité exécutif doivent être choisis parmi les administrateurs nommés par le gouvernement.

Ces membres demeurent en fonction, malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou élus de nouveau.

Toute vacance est comblée par le conseil d'administration pour le reste du mandat du membre à remplacer. ».

5. L'article 8 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **8.** Le comité exécutif est chargé de l'administration des affaires courantes de la corporation; il veille à la mise en oeuvre des décisions du conseil d'administration et exécute les mandats qu'il lui confie.

Il exerce en outre les pouvoirs que le conseil d'administration peut lui déléguer; le conseil ne peut cependant lui déléguer les pouvoirs prévus au deuxième alinéa de l'article 6.1, aux articles 7, 9.1, 10, 16 et 17. ».

6. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 9, de l'article suivant:

« **9.1** Le conseil d'administration peut:

1° fixer le montant de la cotisation exigible pour chaque catégorie de membres du Musée ainsi que les contributions à verser pour certaines activités;

2° établir les droits d'admission aux activités du Musée;

3° établir des comités d'acquisition d'oeuvres d'art et déterminer leurs fonctions;

4° déléguer à un comité d'acquisition d'œuvres d'art établi en vertu du paragraphe 3° ou à un comité établi en vertu du paragraphe *e* du premier alinéa de l'article 10 l'exercice de ses pouvoirs sauf ceux prévus au deuxième alinéa de l'article 6.1, aux articles 7, 9.1, 10, 16 et 17. ».

7. L'article 10 de cette loi est modifié:

1° par la suppression du paragraphe *b* du premier alinéa;

2° par l'addition, dans le paragraphe *e* du premier alinéa, après le mot « administration » de ce qui suit: « , à l'exception de l'établissement et des fonctions des comités d'acquisition d'œuvres d'art ».

8. L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « à la date que fixe le conseil d'administration » par les mots « le 31 mars de chaque année ».

9. L'article 12 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « trois » par le mot « six ».

10. Parmi les administrateurs nommés par le gouvernement pour remplacer ceux en fonction le (*indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi*), trois d'entre eux sont nommés pour un an, trois pour deux ans et trois pour trois ans et parmi ceux élus par l'assemblée générale pour remplacer ceux en fonction le (*indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi*), quatre d'entre eux sont élus pour un an, quatre pour deux ans et quatre pour quatre ans.

11. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

12. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.